

POUR UNE VRAIE PROTECTION DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS :

SAUVONS L'INSPECTION DU TRAVAIL !!!

**LE GOUVERNEMENT SE PREPARE A BRADER L'ECOLE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, SES MURS ET
SES FORMATIONS.**

Le 28 octobre 2019, la Cour des comptes a rendu un rapport qui pointe le déficit du ministère du travail. Elle cible l'école de formation des inspectrices et inspecteurs du travail : l'INTEFP (Institut National du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle). Elle exige « une refondation sur tous les plans ».

Murielle Pénicaud, alors ministre du travail de Macron, a nommé à la direction de l'INTEFP un liquidateur : Hervé Lanouzière.

Depuis, ce nouveau directeur met en place une **politique de destruction de l'INTEFP** :

Il déplace les inspectrices et inspecteurs-élèves, met en location les lieux d'étude et, surtout, au prétexte de rentabiliser l'école, il offre une place à un lobby patronal (MIDDLENEXT) dans les instances de direction de l'école de formation des inspectrices et inspecteurs du travail.

En effet, sous couvert « d'ouverture de l'institut sur l'extérieur », **le patronat s'offre le droit de modifier la formation des inspectrices et inspecteurs élèves.** Cette année, c'est la santé et sécurité au travail qui en a fait les frais. Plutôt que d'être formé.es sur la prévention des troubles musculo-squelettiques comme nos prédécesseur.es, nous avons dû pendant une semaine nous mettre à la place des patrons pour « comprendre leurs difficultés ».

Êtes-vous d'accord pour que le patronat intervienne dans la formation des inspectrices et inspecteurs du travail ?

LE PATRONAT SABOTE LA FORMATION DES INSPECTRICES ET INSPECTEURS DU TRAVAIL, L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL EST CONCERNE !!

UN PAS DE PLUS VERS LA DISPARITION DE TOUTE L'INSPECTION

Centre de formation de tous les agent.es du ministère du travail, l'INTEFP est un lien entre tous ses services, un rempart contre l'éclatement du ministère et la dispersion de ses services.

La volonté de Macron : exploser le ministère du travail à la dynamite et rattacher les inspectrices et inspecteurs du travail aux préfetures. Le préfet ayant des compétences visant au développement économique du territoire, cela s'oppose concrètement à l'action des inspectrices et inspecteurs du travail.

Ainsi, il est clair que le gouvernement compte permettre aux entreprises, à terme, des écarts au droit du travail en faveur de leur profit et toujours au dépend des conditions de travail des travailleuses et travailleurs de ce pays !

CONTRE UN SERVICE PUBLIC AU SERVICE DES PREFETS ET DES PATRONS !

SAUVEZ L'INSPECTION, SIGNEZ LA PETITION CONTRE LA DESTRUCTION DE L'INTEFP !

Accès à la pétition : site internet change.org → recherche → « Pour une vraie protection des travailleurs, sauvons l'inspection du travail »

